



1<sup>ER</sup> ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

## **ENTRETIEN DES ESPACES VERTS**

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

Marché n° 202502

## Table des matières

<b>1. OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
1.1 OBJET.....	3
1.2 ALLOTISSEMENT .....	3
1.3 TYPE D'ACCORD-CADRE .....	3
1.4 CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE .....	3
1.5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	3
<b>2. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>4</b>
<b>3. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE .....</b>	<b>4</b>
<b>4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....</b>	<b>5</b>
4.1 DUREE DU CONTRAT .....	5
4.2 DELAIS D'EXECUTION.....	5
4.3 RECONDUCTION .....	5
<b>5. PRIX.....</b>	<b>6</b>
5.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES .....	6
5.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX.....	6
<b>6. AVANCE .....</b>	<b>7</b>
6.1 CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT .....	7
6.2 GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE .....	7
<b>7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>7</b>
7.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	7
7.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	7
7.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	8
7.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS .....	9
7.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS .....	9
<b>8. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
<b>9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
9.1 VERIFICATIONS .....	9
9.2 DECISION APRES VERIFICATION .....	9
<b>10. GARANTIE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>9</b>
<b>11. PENALITES .....</b>	<b>9</b>
11.1 PENALITES DE RETARD.....	10
11.2 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE .....	10
<b>12. ASSURANCES.....</b>	<b>10</b>
<b>13. RESILIATION DU CONTRAT .....</b>	<b>10</b>
13.1 CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	10
13.2 CONDITIONS DE RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE .....	10
13.3 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	11
<b>14. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....</b>	<b>11</b>
<b>15. DEROGATIONS .....</b>	<b>11</b>

## 1. OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 OBJET

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'entretien des espaces verts de la CCI Eure-et-Loir.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### 1.2 ALLOTISSEMENT

Les prestations ne sont pas alloties.

### 1.3 TYPE D'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum par période d'exécution est le suivant :

Montant maximum € HT
29 500

### 1.4 CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- le montant du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin).

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### 1.5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **2. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

### **Pièces particulières**

- L'acte d'engagement.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU).
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).
- Le mémoire technique du candidat.
- Les bons de commande au fur et à mesure de leur émission.

### **Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021  
Ce document n'est pas matériellement joint aux pièces du marché.

## **3. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes : Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations. L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

En complément de l'article 5.2 du CCAG et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent contrat.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles liées à la mise en œuvre du présent contrat. La responsabilité du sous-traitant est limitée à une obligation de moyen concernant l'efficacité de ces mesures.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat; à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés,

à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant des informations saisies.

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes :

L'Entreprise s'engage à respecter les règles de sécurité du travail et à fournir à son personnel l'outillage de sécurité et le matériel de protection nécessité par la nature des travaux à exécuter.

Il y aura lieu de prévoir tous les moyens nécessaires (garde-corps, balises, etc...) à la protection des tiers lors des interventions.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

#### **4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

##### **4.1 DUREE DU CONTRAT**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an ou jusqu'à ce que le montant maximum de la période d'exécution soit atteint.

Il est conclu à compter du 01/03/2025 ou à compter de sa notification si postérieure à la date du 01/03/2025.

##### **4.2 DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le CCTP ou les bons de commande. Une prolongation de ces délais peut être accordée conformément à l'article 13.3 du CCAG-Travaux.

##### **4.3 RECONDUCTION**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an ou jusqu'à ce que le montant maximum de la période d'exécution soit atteint. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de reconduction anticipée pour atteinte du montant maximum, le titulaire sera informé par courrier de l'atteinte du montant maximum et de la date de départ de la nouvelle période de reconduction. La date de notification du bon de commande dont le

montant entraîne le dépassement du montant maximum de la période d'exécution, vaut date de reconduction anticipée. Le paiement de la facture sera imputé sur la nouvelle période d'exécution.

## 5. **PRIX**

### 5.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par des prix unitaires et forfaitaires.

Les prix sont établis hors T.V.A. Ils sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais inhérents au déroulement de la mission et plus particulièrement les frais de déplacement et de séjour, tous les frais de transport.

### 5.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro " (02/2025).

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n) / EV4 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence le 1<sup>er</sup> jour du mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Pour chaque bon de commande, la date à prendre en compte pour l'application de la révision est la date de notification du bon de commande par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS.

#### Instructions concernant le calcul de la formule de révision :

- Les indices utilisés sont ceux tels que décrits dans le présent article sans modification ni arrondi.
- La formule de révision est calculée sans arrondi intermédiaire. Le résultat du calcul est le coefficient de révision, il est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :  
si la 4<sup>ème</sup> décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité.  
si la 4<sup>ème</sup> décimale est égale à 0, le millième est inchangé sauf si la 5<sup>ème</sup> décimale ou suivante est supérieure à 0,

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index « divers de la construction - EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 ; Identifiant 001711017 ».

## **6. AVANCE**

### **6.1 CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **6.2 GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

## **7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **7.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement s'effectuera par bon de commande ou par ligne de commande après vérification de la bonne exécution des prestations.

### **7.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise

en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 10° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Entité de facturation : Chambre de Commerce et d'Industrie  
 Client appartenant à l'Etat (OUI) : Etablissement public et administratif  
 N° SIRET : 182 800 011 00104  
 N° SE (Code du service exécutant) : pas de code service  
 N° EJ (Engagement juridique) : pas de n° d'engagement

### 7.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur

au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **7.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5 du CCAG-Travaux.

#### **7.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

### **8. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### **9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **9.1 VERIFICATIONS**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

#### **9.2 DECISION APRES VERIFICATION**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

### **10. GARANTIE DES PRESTATIONS**

Sans objet.

### **11. PENALITES**

Par dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de

retard n'est pas plafonné.

#### 11.1 PENALITES DE RETARD

##### **Pénalités de retard sur interventions programmées :**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution défini est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour calendaire de retard une pénalité fixée à 100,00 €.

**Pénalités de retard après une mauvaise exécution des prestations :** Si à l'issue des 3 jours ouvrés définis à l'article 1.4.5 du CCTP, les prestations n'ont toujours pas été réalisés de manière conforme, une pénalité de 100,00 € par jour de retard sera appliquée.

#### 11.2 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 10 % du montant TTC du bon de commande en cours d'exécution au moment où l'infraction est constatée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. L'application d'une pénalité n'exclut pas la résiliation pour faute prévue au CCAG-FCS.

### **12.ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### **13.RESILIATION DU CONTRAT**

#### 13.1 CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

#### 13.2 CONDITIONS DE RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE

En cas de résiliation d'un bon de commande pour motif d'intérêt général par le pouvoir

adjudicateur, le titulaire percevra une indemnisation de 2% appliquée au montant du bon de commande concerné hors TVA, diminué du montant hors TVA des prestations admises.

- Si au cours d'une mission le pouvoir adjudicateur constate que la prestation n'est pas réalisée dans les règles de l'art par le titulaire, la collectivité avertit le titulaire défaillant de ce constat par courrier recommandé avec avis de réception. Si après mise en demeure de la collectivité, le titulaire défaillant ne met pas en œuvre les moyens nécessaires pour réaliser la mission confiée conformément au cahier des charges du présent accord cadre, la collectivité peut résilier le bon de commande (la mission) aux torts, frais et risques du titulaire sans indemnisation.

Le titulaire défaillant sera informé de la résiliation de la commande par courrier recommandé avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **13.3 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **14. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **15. DEROGATIONS**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services